



Bulletin autoproduit par les contributions volontaires des membres du forum anarchiste - ce bulletin étant édité sur un recto vous pouvez l'imprimer sur le verso de pages déjà écrites - Faites le tourner ! prix :0 euros

CHAUD DEVANT !



<http://forum.anarchiste.free.fr>

Sauf mention contraire, chaque article reflète l'avis de celui ou celle qui l'écrit

Sommaire du numéro 18

-7 bonnes raisons de ne pas croire en dieu(x)
par Minga.

- lopsi2, par niouze.

- La question des retraites,
par John Rackham - Conan

-Dernier ACT@ pour le contrôle du web ?
par sebiseb



EDITO de CHouette

Hissez le pavillon noir ! (Brève réflexion sur la merde environnante)

« Faire semblant » semble être devenu la norme d'une époque où tout est foutu pour qui n'arbore pas des sourires faux culs afin de soigner et de maintenir ses « bonnes relations » (quelle que soit leur nature).

A chaque évènement important son tragique schéma, ses simulations que l'on ne se donne même plus la peine de cacher.

Une époque où l'on est faux par nécessité, mais où l'on ne s'en cache plus.

Nous sommes profondément gênés par ce déluge de superficialité et de démesure.

Il y a effectivement cette impression qu'il y a un cadavre posé là, et puis un autre ici... et tout le monde qui feint de l'ignorer.

Le culte de la normalité respectable semble lentement conduire à l'hystérie. Cette société dévoile petit à petit son vrai visage : celui d'un gigantesque asile psychiatrique. Et aucun sociologue, économiste, psychologue n'est en mesure de la comprendre.

On se réfugie derrière tout ce qui peut empêcher d'en expliquer le « pourquoi ? ».



Des théories obscures que personne ne comprend jusqu' aux anti-dépresseurs...

Comment expliquer que posséder un emploi soit à la fois vécu comme un honneur, une gigantesque satisfaction, en même temps qu'une preuve honteuse de sa servitude contre laquelle on rumine toute sa vie ?

Que chaque employé voue une haine sans bornes à son enfoiré de patron mais n'hésite pas à faire des tonnes d'heures supplémentaires tout en se vantant de ne « rien foutre » ?

Aimer en détestant et détester en aimant... de l'hystérie vous dis-je... mélangé à du « faire semblant »...

Quant à ceux qui ont encore le réflexe de voter, ils ne le font plus parce qu'ils placent de l'espoir en un candidat quelconque, mais pour faire barrage à celui qui leur semble le pire. Ils ne votent plus "pour", ils votent "contre". Ils votent même, peut-être, contre le vote et son simulacre de démocratie.

Et que penser d'un flic, d'un maton ou d'un CRS sur un lit d'hôpital qui se plaint d'avoir été la cible de violences ?

D'un pauvre patron – choqué d'avoir été séquestré - alors qu'il licencie en masse afin d'accroître ses bénéfices ?

Tout le monde s'en montrera indigné alors qu'aucune pièce de théâtre ne peut vous offrir de situations plus comiques.

C'est l'éducation au sein de ce pays de merde : la soumission. Il y a des postures à adopter à chaque circonstance. C'est le J.T. qui dicte lesquelles, dans sa manière on ne peut plus subjective d'aborder un sujet (rare sont ceux, maintenant, qui en doutent).

Le pour quoi nous votons:
Redistribution des richesses
Democratie directe
Autogestion
AGIR. AU LIEU D'ÉLIRE !



La prison psychiatrique aliénante que l'on nomme donc société s'épuise à faire vivre les morts qui la composent et à tuer les vivants qui luttent pour rester en marge.

Le moindre petit écart n'étant généralement plus pardonné.

Toute révolte autre que celle prônée par un « rappeur » analphabète ou un « rockeur » bourgeois - qui montre sa sale gueule aux côtés de gosses exotiques et affamés - peut déclencher l'état d'urgence.

Sortez de l'insurrection pétitionnaire ou de la cyber-manif et vous êtes automatiquement criminalisée, vous n'êtes plus un citoyen bobo ordinaire comme il est convenable de l'être, mais vous vous rapprochez dangereusement, déjà, d'un terroriste.

Et si en plus vous n'êtes pas rattaché à un gentil syndicat collabo (désolé pour le pléonasme), vous êtes sans doute un poseur de bombes sanguinaire en même temps qu'un mangeur d'enfants.

Lorsqu'un local (plusieurs d'ailleurs) d'un célèbre syndicat est saccagé cet été et recouvert d'un tag « CGT Expulseurs », il n'y a que ses dirigeants et ses militants attardés pour s'en étonner ou s'en indigner. Là aussi, les jérémiades de certains font clairement sourire...

Et franchement, cela se produirait chaque jour, autant de fois que ces collabos trahissent la classe ouvrière (au sens large), ce serait aussi triste à apprendre qu'un local du FN plastifié !

2009 était une année pleine d'espoir... au moins au début. Où en sommes-nous ?

Que faire face à une société capitaliste qui récupère tout, des révoltes à l'écologie, des révoltés à l'alter mondialisme, jusqu'à certains courants anarchistes...

Qu'opposer face à des hommes sans scrupules qui créent et répandent la misère intellectuelle, psychologique et matérielle ? Ils créent la violence et s'enrichissent sur la misère humaine mais n'hésitent pas à décréter un quasi état d'urgence face à des adolescents qui osent encore caillasser ou cramer des voitures de flics et qui taguent sur les murs de leurs quartiers des slogans exprimant clairement leur dégoût.

Qui s'oppose fermement et sans trembler à la violence des puissants ?

Certaines organisations anarchistes (ou « communistes libertaires »), de par leurs prises de positions parfois molles voir carrément étrange, suscitent clairement l'interrogation.

Aspirent-ils réellement à « organiser » le mouvement anarchiste, ou cherchent-ils plutôt à l'instrumentaliser ?

En marge des traîtres, et des concessions puantes, il est urgent de mettre à nos tortionnaires le nez dans leur merde ! Que crève leur meilleur des mondes !

Anarchistes ! Posez-vous la question et - au besoin ou en cas de doute - désertez les organisations permanentes !

7 bonnes raisons de ne pas croire en dieu(x)

- par Minga -

-> **y en a plusieurs, de dieux** : chaque religion a les siens, tellement différent de ceux des autres qu'aucun gouvernement n'a encore trouvé mieux comme prétexte foireux pour envoyer s'entretuer leurs citoyen-n-es pour quelques arpents de terrain ou quelque milliards de barils de pétrole !

-> **y a pas besoin de dieu(x)** : ça chagrine les marchands des temples cléricaux, mais le philosophe et frère Franciscain Guillaume d'Ockham expliquait déjà en son temps, et Aristote avant lui, **qu'il ne sert à rien d'ajouter des hypothèses aux raisonnements sans nécessité**. On appelle ça **le principe du rasoir d'Ockham**. Les marchands de religions prétendent que l'hypothèse de(s) dieu(x) permet de "tout comprendre" en dépit d'un paradoxe essentiel : **elle ne permet rien d'expliquer !** Pourtant, ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, n'est-ce pas ? **Les dieux sont superflus.**

-> **personne n'a jamais vu ni entendu de dieux, y'a pas de photos, y'a pas de films, y'a même pas un dessin ou une preuve indirecte** : ça n'existe pas. Alors que si un ou des dieux existaient on devrait retrouver partout les mêmes témoignages. Sans avoir besoin de "synchrétismes" pour unifier le business clérical, non ?

-> **les dogmes religieux sont bourrés d'erreurs** : par exemple, les ignares qui ont écrits la Bible ont écrit que la chauve souris est un oiseau, alors que c'est un mammifère (Lévitique 11:13), que les lapins et les lièvres sont des ruminants, alors que ce sont des rongeurs [1] (deutéronome 14:7), que c'est le soleil qui tourne autour de la terre (Isaïe 38:8). C'est d'ailleurs au nom de ce dernier passage que l'inquisition voulu condamner Galilée à brûler vif. La bible prétend aussi que le genre humain est né au proche Orient près de l'Euphrate : comme par hasard là où ont vécu les rédacteurs ! Cette théorie égocentriste est battue en brèche par l'archéologie : on sait aujourd'hui que l'homo-sapiens est né en Afrique, sans doute dans l'est. Et que dire de la "Genèse" ? "Dieu" commence par créer la Terre, puis la lumière, puis les mers, puis les végétaux puis les étoiles et la Lune puis les animaux puis l'homme et la femme, dit la bible. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les rédacteurs se sont trompés sur toute la ligne ! On sait aujourd'hui que les étoiles (dont le soleil) sont nées, puis la Terre, puis la Lune, puis les mers, puis les végétaux et les animaux, puis les humain-e-s, et enfin nous. Et tout ça a pris des milliards d'années, et pas six jours : la Genèse correspond aux vieux mythes sumériens de son époque de rédaction, mais n'a vraiment aucun rapport avec la réalité. Que la bible contiennent de pareilles erreurs prouve que ce sont des hommes qui l'on écrite, et des hommes aussi ignorants que leur époque ...

-> **l'omnipotence est physiquement impossible** : pourtant, la plupart des religions ont inventés des dieux omnipotents : qui peuvent TOUT faire, dont la puissance est infinie. Ce n'est que bien longtemps après la rédaction de ces billevesées qu'Einstein a formulé la théorie de la relativité, et que l'on a compris l'équivalence entre masse et énergie. Une puissance infinie, c'est donc équivalent à une énergie ou à une masse infinie, ça revient au même. Mais c'est impossible : notre univers ne pourrait pas exister tel qu'il est, et nous non plus, si une masse-énergie infinie existait. Le "big-bang" n'aurait pas pu avoir lieu.

De toute façon, même avec les théories alternatives au big-bang, les observations restent : l'univers est en expansion, et c'est un univers fini, qui contient environ 10^{80} particules élémentaires. L'espace lui-même est en expansion et notre "horizon" depuis la naissance de notre univers s'éloigne de nous à la vitesse de la lumière, depuis environ une quinzaine de milliards d'années. Aucune matière, aucune énergie, ne peut aller plus vite que la lumière. Ce que nous pouvons connaître est à jamais limité à l'intérieur de notre univers : pour tout ce qui le compose, notre univers n'a pas "d'extérieur" ni de "bord". L'hypothèse d'une action "extérieure" est donc également impossible, parce qu'il n'y a PAS "d'extérieur" à l'univers : la notion "d'extérieur" n'a tout simplement pas de sens applicable à l'univers. Donc si un ou des dieux existaient, ils ne pourraient interagir avec nous qu'en faisant partie de l'univers. Mais l'existence de dieu(x) omnipotent(s) est tout simplement physiquement incompatible avec l'existence de l'univers lui-même ! On peut toujours douter de tout, et la science y encourage, mais on doutera à juste titre de l'existence de tels dieux plus facilement que de l'existence de l'univers incluant notre propre existence ...

-> **les religions sont des dogmes alors que les sciences reposent sur des théories** : chaque religion a ses dogmes aussi indiscutables et "sacrés" qu'ils sont indémontrables et surannés. Les dogmes sont immuables, contrairement aux théories. Une théorie est contestable, vérifiable, accessible à l'expérience reproductible, à l'inverse des dogmes religieux. Ainsi les théories évoluent au fil des expériences qui contredisent les théories antérieures. On peut mettre en doute toute théorie, alors que mettre en doute les dogmes théologiques est considéré comme un blasphème par les gardiens du temple de la foi. Les dogmes qui rejettent le doute, comme les dogmes religieux, sont des dogmes totalitaires, et sclérosants.

-> **croire empêche de savoir** : lorsque l'on croit avoir fermé le gaz, et qu'un doute subsiste, on aime bien vérifier, pour être sûr de savoir, des fois, non ? Les croyances religieuses sont d'une toute autre nature, puisque personne ne peut vérifier : les croyances religieuses s'opposent au savoir. A quoi bon vérifier, puisque les inquisiteurs "savaient" pour l'avoir lu dans la bible que "le soleil tourne autour de la terre" ? Le dogme de la foi empêche de chercher à savoir, à comprendre : les dealers de prières prétendent qu'il faut avoir la foi, c'est à dire croire leur truc invraisemblable sans le moindre semblant de preuve ! Ensuite, ils ont gagnés : le pigeon qui croit à leurs fariboles sera prêt à gober à peu près n'importe quoi, sans discussion. Contre sa misère, il a la foi, et la promesse du "paradis" : "Les voies du seigneur sont impénétrables", "dieu donne, dieu reprend", "dieu l'a voulu", "mektoub" : après ça, pourquoi encore chercher à comprendre les choses ? C'est tellement plus facile de croire : au moins, y'a pas à réfléchir. Et si une fois, une seule fois, sur quelque chose d'aussi énorme que l'origine et la cosmogonie de l'univers, on gobe un dogme religieux, alors comment ne pas ensuite gober dans la foulée tous les dogmes du magasin ? Le seul "remède", est de ne jamais accepter de croire quoi que ce soit sans preuves ni vérifications expérimentales : on appelle ça le rationalisme, et c'est l'antonyme de toute croyance. Son opposé philosophique et sémantique. Avant même d'empêcher de savoir, croire empêche de penser à savoir, de chercher à comprendre, de faire l'effort de s'instruire. Le croyant qui croit savoir se condamne à ne jamais apprendre, et donc à ne jamais rien savoir : **tous les dogmes religieux sont obscurantistes**. C'est leur essence même et leur nature profonde : dites-le bien à celles et ceux qui n'auraient pas encore compris depuis quand, pourquoi, et pour qui les religions existent ...

Ni dieux ni maîtres !!!

LOPSI2, par niouze

Et allons donc de nouvelles lois vont apparaître dans un but toujours plus électoraliste, toujours plus liberticide, toujours plus sarkozyste, comme le bon toutou de son maître hortefeux reprend la (extrême) droite ligne de sarkozy , le crime n'a pas disparu, faisons encore plus et si le Français n'est pas content allez hop en garde a vue , de toute manière on se demande encore pourquoi il aurait le droit d'ouvrir sa grande gueule le Français, car la France c'est nous ... et nos amis banquier , le reste.... juste des individus (comme aime le répéter la police) juste bon à finir au cachot si il traverse hors des clous.

Sur le fond, le ministre s'est fixé trois objectifs: "Tenir le cap défini en 2002, puisque la politique fixée à cette époque réussit; améliorer la sécurité quotidienne des Français; maintenir le niveau et la qualité du service rendu par les forces de sécurité intérieure." (dixit le monde), maintenir le niveau et la qualité du service rendu par la police , ce qu'il faut comprendre c'est continuer la politique du chiffre qui envoie en garde a vue un peu tout le monde comme cette gosse de 14 ans gardée 9h au commico.

Alors ce lopsi2 c'est quoi ?

Extension des pouvoirs des policiers municipaux; on avait pas assez de ces policiers nationaux pour nous contrôler, nous ficher, voilà à présent que cette sous police qu'est la police municipal va pouvoir elle aussi jouer les cow-boys, allez encore plus de bavures (mais doit-on à présent parler de bavure quand c'est une habitude) .

Un statut pour la sécurité privée ; vous savez, les mêmes qui il y a quelques temps ont tué un homme pour avoir volé une bière, jusqu'ici ils étaient en tant que milice a l'ordre du patron, soumis aux mêmes lois que le simple quidam, et bien comme ces voyous seront à présent assermentés ils pourront sûrement bénéficier (comme dans la police) de l'appuis de l'Etat et de leur hiérarchie. Voleur prend garde à toi, la mort t'attend au tournant.

Généralisation de la vidéosurveillance : ahhh non pardon de la vidéo protection attention les termes ont changé, pas la méthode, cela voudra dire plus de camera partout ; mais n'ai plus peur citoyen ce n'est plus pour te surveiller c'est pour te protéger !!! arfff !

Contrôle des ordinateurs : arfff ! N'ait pas peur cela est bien entendu destiné a lutter contre la pédophilie, la pornographie, ne va pas croire que l'Etat a peur de ce que tu pourrais dire ou faire sur un ordinateur, il n'y a aucune raison pour ce que celui-ci cherche a contrôler les électrons libres qui sont sur le net ; ait confffiance....

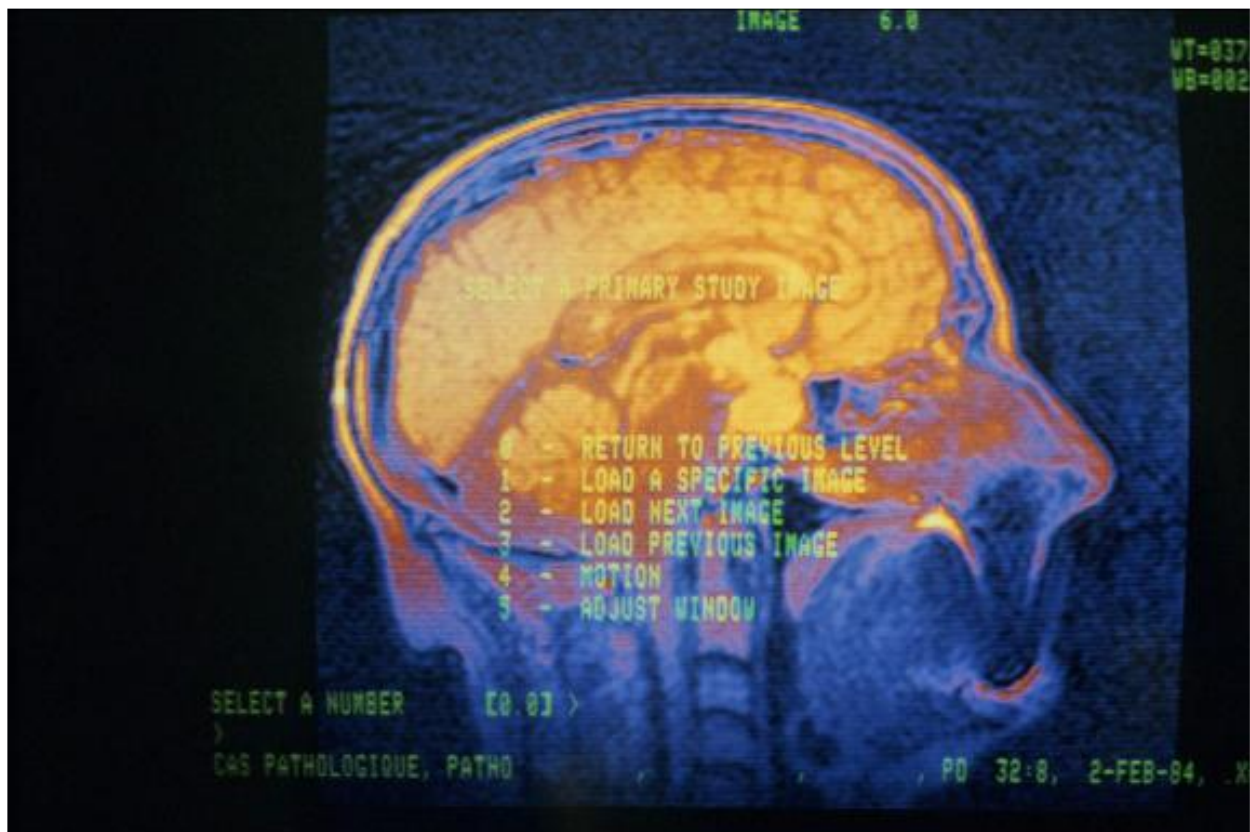
Oui mais non pourrais-je entendre, cela sera réglementé il faudra qu'un juge d'instruction autorise la police pour pouvoir entrer dans ton ordinateur ; oui mais comme le juge d'instruction tend, lui, à disparaître on peut se demander à qui va être confié cette tâche????

Interconnexion de fichiers : edwige est mort, c'est pas grave on le remplace
Vidéoconférence pour la rétention : hop ! Même plus besoin d'emmener le dangereux étranger de son camps de rétention au tribunal, on évite tout ces dangereux humanistes qui nous empêchaient d'expulser en toute tranquillité en venant soutenir ces méchants étrangers dont certain traînaient leurs guêtres depuis trop longtemps sur notre sol souillé par leur présence.

Instauration d'un couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans : on le sait bien, les pires sont ces mineurs qui par millier (que dis-je je millions) errent dans les rues la nuit passée pour sucer le sang de nos pauvres concitoyens ; mais ne nous y trompons pas 13 ans n'est qu'un palliatif, bientôt celui si sera généralisé à tout mineur avant de passer à toute la population qui n'aura pas son laisser passer (comment ça un air de déjà vue ?)

Mesures diverses contre la délinquance : parmi lesquels l'aggravation des cambriolages et autres agressions sur les personnes âgées : le fait que la loi existe déjà ne semble pas déranger notre ministre qui par ailleurs annonçait sur bfmTV que le seuil toléré d'alcool au volant était de 0,6g c'est dire comme il l'a connaît la loi, mais ne vous en faites pas de toute manière il compte bien la durcir.

Ajouté à tout ça une meilleure protection des services secrets (histoire que l'histoire du rainbow warrior ne puissent se reproduire), des écoutes téléphoniques accrues , la confiscation des véhicules des suspects et le droit de s'en servir, et bien sûr le plus important RIEN n'est prévu pour les banques et autre amis financiers qui pourront continuer à nous voler pour s'enrichir tandis que nous petit peuple devons de plus en plus marcher au pas (de l'oie).



La question des retraites,

par John Rackham - Conan

Après avoir imposé, non sans douleurs, la durée de cotisation des travailleurs du secteur privé en 1993 (qui était passée de 37,5 à 40 annuités), la droite s'était pété les dents sur les grèves de 1995, lorsqu'elle avait tenté d'aligner la durée des cotisations de retraites dans le secteur public. Elle n'y était parvenue qu'en 2003, après un passage aux forceps, à grands coups de « les fonctionnaires sont des privilégiés c'est pas juste ». Pour augmenter la durée de cotisations plus avant, il fallait démolir le verrou des régimes dits « spéciaux ». Ce fut chose faite en 2007, à grands coups là encore de « les cheminots c'est que des privilégiés fainéants c'est pas juste ».

L'Etat suit son plan de vol et annonce donc aujourd'hui, comme prévu, le passage à la vitesse supérieure, en proposant l'allongement des durées de cotisations. À 62, voire 63 ans d'abord - histoire de se mettre en bouche, certains députés ne cachant déjà plus leurs fantasmes d'aller plus loin.

L'argument-ritournelle qu'ils nous servent : les Français sont intelligents et responsables, ils comprennent bien que puisque nous vivons plus longtemps qu'autrefois, la part des retraités dans la population globale augmente ; et que, par conséquent, ce qui est produit par les actifs ne suffit plus à verser des allocations de retraite suffisantes. Il faudra donc travailler plus longtemps, jusqu'à 62, voire 63 ans (et ce n'est sans doute qu'une mise en bouche). Le mot tourne en boucle : c'est « mathématique ». Ma-thé-ma-tique on vous dit ! Inéluctable.

Tout aussi inéluctable, le positionnement du PS, qui au nom du refus de « l'immobilisme » n'en finit plus de relayer le discours capitaliste en mode vaseline. Le PS donc, évoque la possibilité d'un allongement de la durée des cotisations, par la voix de Martine Aubry. Oui, la même qui, lorsqu'elle était ministre au pouvoir, avait offert au patronat, contre 35 heures (qui n'existeraient jamais dans les faits), la flexibilité, l'annualisation, la régression des salaires, l'accroissement de la productivité, sans compter les défiscalisations et les subventions à coups de milliards. En remettant ensuite, dans les faits, la durée hebdomadaire du temps de travail, le Medef (qui pleure sur les 35 heures mais avait pourtant signé ces accords à juteuses contreparties, rappelons-le) a depuis obtenu le beurre... et l'argent du beurre : ré-augmenter le temps de travail en défiscalisant les heures supplémentaires.

Pour le PS, foin d'immobilisme, reculons donc à toute vitesse - sur un siècle d'acquis de luttes sociales ! C'est ça la modernité, c'est ça le réformisme par étapes.

Quant au jaune Chérèque de la CFDT, il se montre sans surprise favorable au dégoûtant projet, à condition bien sûr d'être invité au préalable à la table des affameurs, pour en discuter paisiblement (vous reprendrez bien une louche de caviar ?). Point besoin d'être Cassandre pour deviner la future posture des autres compères à coupe au bol des syndicats co-gestionnaires, rompus au spectacle de la râle ponctuelle, au contrôle et à la démobilisation des bases.... 2010 sera, à n'en pas douter, jonchée de nouvelles journées « pète un coup ça ira mieux », en mode chenilles processionnaires, accordées avec la régularité d'une soupape de décompression, par ces assassins des mouvements sociaux.

Tout contribue à convaincre le prolo d'un « consensus » chez tous les experts, politiques, économiques, syndicaux... Ces experts qui, rassurants, affirment vouloir sauver, comme Sarkozy lui-même le jure, le système par répartition. Parisot du Medef ne cache pas son bonheur un peu hébété d'assister à la reprise en écho de ses fantasmes invouables, par toute la caste des politocards.

Il est pourtant un fait têtù : partout où elle a été mise en place, l'augmentation de la durée légale de cotisations nécessaire à l'obtention d'allocations à taux plein... n'a pas augmenté la durée de travail réel, encore moins le montant des cotisations.

Bien au contraire, évidemment : elle n'a fait que réduire de fait... le montant des allocations de retraites, plongeant un peu plus nos seniors dans la même misère que nos jeunes.

À l'exception qu'ils n'ont plus l'énergie ni la volonté d'accepter les propositions faites par Police Emploi de récupérer les chiottes chez Mac Do. C'est bien connu, les vieux ne savent décidément pas s'adapter (ils sont d'un autre temps).

D'une part, parce que les travailleurs les plus âgés sont épuisés par une cadence inhumaine, et des pressions managériales plus ou moins brutales, et n'ont souvent pas d'autre choix que de s'arrêter - quand ils le peuvent.

Faut-il rappeler que la France est, loin devant les autres géants de l'OCDE y compris États-Unis, Royaume-Uni et même l'Allemagne, le pays développé ayant la plus forte productivité horaire –juste après la Norvège ? La France n'est pas un pays de « fainéants »... rappelons au passage qu'on y travaille même en moyenne (malgré les 35 heures !) chaque semaine plus longtemps que dans l'Union européenne, et la plupart des pays dits développés (38 heures environ). Par contre, la France est l'un des plus gros consommateurs d'antidépresseurs... ah ces Français, toujours à râler, toujours à se plaindre.

D'autre part, parce que les personnes âgées, souvent plus coûteuses en termes de salaire, sont de plus en plus inactives... de fait. Ils sont les premiers à être victimes de charrettes de licenciements. Le chômage des seniors ne cesse d'augmenter, il explose avec la crise actuelle. Dans le cadre d'une flexibilité accrue et de la multiplication des licenciements, nos vieux ne retrouvent pas de travail... Ce qui a contribué à faire s'affaïsser les allocations retraites de vingt points, de 78 à 58 %.

Décryptons un peu le sens de tout ce discours sur la nécessité prétendue d'augmenter le temps de travail. C'est vrai quoi, nous on croyait que les gains immenses de productivité, réalisés par les progrès technologiques et par la sueur de nos fronts et nos nervous breakdowns, devait servir plutôt à bosser moins longtemps, dans une société logique.

Si l'on veut vraiment être « mathématique », constatons qu'il existe en réalité trois leviers pour permettre de maintenir le système par répartition :

-abaisser le niveau des retraites : ça, c'est déjà fait – alléluia, merci aux gouvernements.

-allonger la durée des cotisations... mais pourquoi prôner une mesure qui fait chier tout le monde, alors qu'elle ne contribue pas à maintenir le montant des allocations de retraites !?

-Parce que les patrons, et leurs sbires merdiatico-politiques, et leurs complices spécialistes de la gestion de la contestation, veulent taire le dernier et le plus évident des trois leviers : l'augmentation des cotisations sociales.

J'entends déjà le contribuable grincer des dents ! Qu'il se renseigne : qui verse ces cotisations ? Tiens tiens : les cotisations ont encore le fâcheux défaut d'être en partie financées par le patronat, et même à part supérieure que le salariat.

Ce levier consisterait à prélever sur le capital une partie du financement des retraites. Contrairement aux autres leviers, celui-ci taxerait le capital au lieu du seul travail. Une brouille serait nécessaire pour revenir à 37,5 annuités pour tout le monde, même pas 0,35% du PIB annuel.

Mais que voulez-vous, plus c'est gros plus ça bouffe.

Il est un autre enjeu crucial, pour le capital : la question de la privatisation du système de retraites. En faisant le jeu de retraites de misère, il s'agit de pousser tous les travailleurs capables de mettre quelques maigres noisettes de côté, à les investir dans des fonds privés. Cet énorme gâteau des retraites fait baver les capitalistes, en quête de défrichements de nouveaux terrains d'investissement. Ainsi, on se fait manger les fruits de notre travail par le capital sur notre dos, et l'on devrait en plus refiler les miettes qui tombent, que le patron nous concède, au financement hypothétique de nos vieux jours !

Il s'agit ni plus ni moins, à terme, de convertir le système par répartition en système basé sur les fonds de pension privés.

Or ces fonds de pension peuvent se casser la gueule (comme aux États-Unis), et faire perdre à leurs « cotisants », à l'aube de la retraite, tout le fruit d'années de privations et d'économies. Or aussi par principe, ces fonds de spéculation privés sont du vol, car une grande partie de ce qui est investi va au capital financier et ne retourne pas aux cotisants. Or enfin, ces fonds de pension ne rémunèrent pas leurs bénéficiaires par le montant total de ce qui est versé, mais par la spéculation financière, avec une course effrénée aux rendements les plus potentiellement juteux au casino de la bourse, mais aussi les moins sûrs. Les fonds de pension sont eux aussi à l'origine de la crise économique actuelle, car ils sont en partie responsables de la financiarisation structurelle de l'économie, et du massacre de l'économie utile et de l'appauvrissement généralisé du monde du travail.

C'est de cette taxation dont ne veulent ni le Medef, ni la droite, ni la gauche, tous au service du capital. Eux qui ont, tour à tour (y compris et même surtout sous la « gauche », sous Mitterrand puis sous Jospin, recordman des défiscalisations aux entreprises), œuvré à démolir le fondement du système par répartition, veulent aussi en finir avec la taxation du capital.

Or, à tous ces chantres du maintien du système par répartition, rappelons un fait historique. Après la Seconde Guerre mondiale, du fait du poids essentiel du PCF dans le CNR (Conseil National de la Résistance), le système par répartition a été mis en place, dans un contexte de crainte du patronat d'un basculement dans le communisme, avec des mouvements de grèves très radicaux.

En échange de la paix sociale et de la cessation des mouvements de grèves, le patronat s'engageait à reverser une partie conséquente de son profit prélevé sur les travailleurs, dans le financement de la Sécurité sociale (retraites, maladies, chômage). Pour asseoir la légitimité du système basé sur l'exploitation, le profit et le capital, la gauche molle, la gauche stalinienne et de Gaulle le taxaient... en partie. Au début ça a marché, car la consommation était favorisée par cette taxation de principe. Ce furent les trente glorieuses.

Mais, en ne remettant pas en cause le fondement même du capitalisme, en laissant au capital l'entière décision économique et donc la décision politique, la concentration du capital au détriment de la rémunération du travail (qui est la nature même du capitalisme) était inéluctable. Pour cela, il fallait évidemment la complicité des pouvoirs. Complicité peu difficile à obtenir puisque de fait, la décision sur la production revenait toujours in fine au capital.

Cette participation des patrons exploitateurs à la solidarité avec les malades qu'ils fabriquaient, avec les chômeurs qu'ils fabriquaient, avec les retraités auxquels ils avaient volé la vie, était la moindre des choses, même pour un réformiste... mais c'était trop cher payé pour laisser aux patrons le droit de continuer à accaparer les richesses, les moyens de production, d'échange et de distribution, la décision d'embaucher ou de licencier la masse salariale exploitée, produire des merdes inutiles et toxiques, condamner l'humanité au travail aliéné. Trop cher payé !

Le PCF a porté une grande responsabilité dans ce réformisme institutionnel, au sein d'un contexte de « réconciliation nationale ». En elle-même, la Sécurité sociale, si elle était alors une amélioration évidente des conditions de vie des travailleurs, contribuait de par sa nature même à engendrer une pérennité radicale du capitalisme (sans même parler de ce qu'elle est devenue pour la branche maladie - une vache à lait pour les lobbys pharmaceutiques).

Car cette illusion de possibilité de « solidarité patronale » au bien-être social a bien entendu volé en éclats, par vagues successives de défiscalisations, de niches fiscales, de dérégulations du travail, sans parler de détournements massifs de fonds publics par la voie de subventions au capital (essentiellement consacrées aux très grandes entreprises, vieilles amies des gouvernants de tous bords).

Nous, anarchistes, n'avons aucune illusion sur la gauche, de quelque nez rouge qu'elle se pare. Lorsque le capital est trop menacé, la gauche intervient pour étatiser la répartition capital-travail, et pérenniser le capitalisme, éventuellement même taxer le capital pour mieux le relancer par la consommation, de façon suffisante. Le keynésianisme est une carte du jeu capitaliste, au sens où il permet de sauver le pouvoir capital, en lui maintenant le droit de la décision économique... et donc politique. La gauche pérennise le capital en ne réclamant que quelques cacahuètes salariales (vite compensées par l'inflation et la hausse des prix).

Par ailleurs, tous les acquis sociaux ne se sont jamais obtenus que par des mouvements sociaux révolutionnaires, qui menaçaient d'abattre le capital. Jamais par des revendications partielles. C'est le couteau sous la gorge que les patrons ont lâché beaucoup, jamais quand on le leur demandait ou que l'on discutait de les taxer ! Historiquement, augmentations de salaires et concessions patronales significatives ne se sont jamais obtenues que par des mouvements radicaux de grèves dures et illimitées. Mouvements menaçant les appareils économiques, étatiques et syndicaux (1936, 1968...), qui ont toujours tout fait pour les étouffer.

L'extrême-gauche nous dit qu'il suffirait de revenir à ce système d'après-guerre, en termes de répartition des coûts, pour que la Sécurité sociale soit excédentaire de plusieurs dizaines de milliards d'euros par an. Elle dit : « Taxons les patrons ».

Elle oublie que, dès qu'il est question de revenir à une plus grande taxation du capital, le Medef et ses sbires « libéraux » hurlent à la mort, appelant au chantage à la délocalisation. Alors même que c'est le capital qui a créé l'économie d'échelles, basée sur le jeu des différences de règlements étatiques à travers la planète. Le message est clair : « si vous nous taxez, nous partons à l'étranger ». Le Medef, dont les adhérents contribuent à la misère mondiale et à l'exploitation croissante des pauvres par leur mise en concurrence à l'échelle du monde, ne nous fait ni plus ni moins que du chantage odieux par cet argument puant d'hypocrisie.

Le pire est qu'ils ont raison, parce qu'ils détiennent toutes les cartes de la décision économique et politique, que nous leur laissons en consentant à leur domination, par le vote politique, le vote syndical, élisant des représentants qui ne peuvent qu'avaliser le principe de base : la propriété capitaliste est sacrée. Quelle que soit la couleur des représentants !

Nous, anarchistes, avons un véritable discours rationnel et mathématique : nous savons ce que cache la volonté de faire travailler toujours plus, jusqu'à en crever, les travailleurs : c'est l'accumulation capitaliste, source de mort. Nous savons que l'augmentation des cotisations n'est pas souhaitée parce que le patronat refuse toute forme de taxation de son vol légal du fruit du travail des gens. Mais nous savons aussi qu'il nous faut aller plus loin que taxer le capital.

Pour sauver les retraites, il faut d'une part que les retraités ne soient pas coupés du mouvement social. Ils saisissent d'ailleurs de mieux en mieux l'importance de prendre part aux inter luttes comme en témoigne la manifestation nationale du 24 février 2010 qui a réuni plusieurs milliers de retraités à Paris et d'autres cortèges en province. Les retraités sont des travailleurs eux aussi exploités, qui devraient avoir toute leur place dans les mouvements syndicaux. Ils sont considérés comme de simples consommateurs ! Paradoxalement, ne contribuant pas à la production par leur force de travail, les politiques se mordent régulièrement la queue en tentant d'apporter une définition juridique, économique et sociale à la catégorie des retraités. C'est sans doute la preuve actuelle la plus flagrante de la caducité de la valeur « travail » si chèrement prônée par l'Etat et les partis politiques. Mais il faut aussi comprendre que, sans en finir avec le capital, ces questions reviendront sempiternellement. Nous ne ferons pas l'économie d'abattre le capitalisme !

Et cela, cela signifie de cesser de faire ce que font les partis de gauche et de gauche extrême, à savoir réclamer de taxer le capital. Cela signifie de cesser de nous contenter de réclamer de meilleurs salaires ou de meilleurs revenus.

Cela signifie occuper nos lieux de travail, fédérer nos luttes, et décider ici et maintenant de ce que nous produisons et de comment nous voulons vivre ensemble. Cela signifie redevenir les maîtres des fruits de nos activités, libérées de la contrainte et de l'aliénation intrinsèques du profit capitaliste !

Cela signifie d'en finir avec le discours aberrant du pouvoir et des exploiters, qui nous disent que nous sommes incapables de rien comprendre à nos affaires quotidiennes, et à la gestion par nous-mêmes de nos activités ! Cela suppose d'exproprier les accapareurs des ressources énergétiques, des moyens de production, de distribution et d'échange ! Cette réappropriation indispensable de la décision économique suppose de ne rien concéder au système politique représentatif et déléгатif, fondé sur l'aliénation du pouvoir.

Ce n'est pas une utopie, c'est l'anarchie, moyen incontournable, et seul réaliste, d'en finir avec l'exploitation, la misère, la souffrance, l'exclusion, l'infantilisation et le contrôle de la société toute entière.

Nous nous préparons, par mille et une actions directes, par mille et une alternatives de vie, par mille et une fédérations de nos autonomies.

Créons nos propres vies, créons la société dont nous voulons, sans plus rien attendre de ceux qui veulent nous les voler.

Réapproprions-nous nos vies, nos décisions, nos activités. L'anarchie vaincra.

John Rackham (le noir)

Dernier ACT@ pour le contrôle du web ?

par sebiseb

La vidéosurveillance, la cybercriminalité, le couvre-feu pour les mineurs de moins de 13 ans, la sécurité routière, le scanner corporel, la distribution d'argent sur la voie publique à des fins publicitaires, l'aggravation des peines contre les agresseurs de personnes vulnérables, le délit de "vente à sauvette", ..., voilà ce que les députés ont votés dans le cadre de la Loi d'Orientation et de Programmation pour la Performance de la Sécurité Intérieure (LOPPSI n°2). Une loi fourre-tout qui vise essentiellement à mettre en place un système de contrôle et de répression des masses.

Une 17ème loi sécuritaire, qui se révélera sans doute tout aussi obsolète que les autres adoptées depuis que Nicolas Sarkozy a été ministre de l'intérieur, mais qui lui permet de focaliser son électorat et racler celui du front national - pourtant, de moins en moins captif - au mépris de nos libertés les plus fondamentales.

Pour justifier des dispositifs de filtrage et de censure automatique, le gouvernement n'a cessé d'agiter le chiffon de la lutte contre la pédophilie sur Internet. Bien pratique pour convaincre le citoyen, mais totalement antinomique par rapport à la réalité des réseaux "commerciaux" des pervers du net. Mieux encore, selon une étude réalisée par le ReadWriteWeb et disponible en libre téléchargement - Le commerce de la pédopornographie sur internet de 2000 à 2010 - elle permettrait à ceux-ci de prospérer plus efficacement !

Après la loi relative au Droit d'Auteur et Droits Voisins dans la Société de l'Information (DADVSI) votée en 2006, mais jamais vraiment utilisée parce qu'inapplicable, puis celle créant la Haute Autorité pour la Diffusion des Œuvres et la Protection des droits sur Internet (HADOPI) accouchée après révision contrainte par le rejet du conseil constitutionnel de la première mouture. On pensait que LOPPSI venait clore le long désastre sécuritaire qui vise par cette sinistre série de mesures à mettre la main sur le web ? Et bien détrompez-vous pauvres hères ; les gouvernements de nombreux pays (Australie, Canada, Corée, Europe, Émirats Arabes Unis, États-Unis, Japon, Jordanie, Mexique, Maroc, Nouvelle Zélande, Singapour, Suisse), à l'initiative de l'industrie des médias, négocient en secret un accord commerciale anti-contrefaçon (ACTA pour Anti-Counterfeiting Trade Agreement) qui visent à contrôler totalement le réseau mondial, sous couvert de la protection de la propriété intellectuelle.

En fait, à la lecture de ce qui a fuité de ces réunions les lois HADOPI et LOPPSI adoptées en France sont un terrain d'expérimentation pour les dirigeants de la planète, dont nous sommes les cobayes involontaires. À suivre ...



**LE POUVOIR EST MAUDIT
VOILA POURQUOI JE SUIS ANARCHISTE**

